

**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La séance ouverte à 17h35 est présidée par Madame Sylviane BETTINGER, La Vice-Présidente,

**DATE DE CONVOCATION**

3 Mars 2021

**NOMBRE DE MEMBRES**

EN EXERCICE

17

PRESENTS

14

VOTANTS

15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 9 MARS 2021**

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Sylviane BETTINGER, Mme Marie-Claude DEFONTAINE, Mme Aïcha HIMEUR, M. Mohamed Lamine FATY, Mme Ulku YANIK, M. Vincent RICHARD, Mme Hania KOUIDER SAHED, Mme Annie-Claude DARDE, Mme Louise GESNOT, Mme Marie-Line OLIANAS, Mme Elisabeth GRANDPIERRE, Mme Yvette EBEL, M. Jean-Louis DEFONTAINE, Mme Noémie AVISSE.

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

M. Le Président (donne pouvoir à Mme BETTINGER), Mme Suzanne GIMENEZ.

**ETAIT ABSENT:**

Mme Maria CHACON.

Mme Aïcha HIMEUR a été désignée comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

DELIBERATION N° 01/2021

RAPPORTEE PAR : Sylviane BETTINGER

**DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE**



Conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu chaque année dans les communes de 3 500 habitants et plus, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Ce débat a pour objet de préparer l'examen du budget en donnant aux membres de l'organe délibérant, en temps utile, les informations qui leur permettront d'exercer, de façon effective, leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB), en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Ainsi, le DOB doit désormais faire l'objet d'une délibération et non plus d'une simple prise d'acte de la part de l'assemblée délibérante.

En application de l'article L.2312-1 précité, ces dispositions s'appliquent également aux établissements publics administratifs des communes de plus de 3500 habitants et plus. Ainsi, le débat d'orientation budgétaire (DOB) doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui sera porté à la connaissance des administrateurs dans les deux mois précédant le vote du budget.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 prévoit le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, ces nouvelles mesures imposent au Président de l'établissement public administratif, ou son représentant, de présenter à son organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Pour les communes de plus de 10 000 habitants, et conformément à l'alinéa 3 de l'article L. 2312-1 du CGCT, ce rapport comporte en outre une présentation des principales informations relatives au personnel (structure des effectifs, dépenses de personnel, durée effective du travail...).

Il est mis à la disposition du public à la mairie et au CMAS dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ce document par tout moyen (affiche, site internet de la Ville...)

Après saisine de la commission des finances du 09 mars 2021.

Le Conseil d'Administration

- **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de l'existence du rapport 2021

Les conclusions du rapport mis aux voix donnent les résultats suivants :



	POUR	CONTRE	ABST.	NE PREND PAS PART
VOTE	15			

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Pour le Président,

Le Président,

La Vice-Présidente

Sylviane BETTINGER

Olivier GIRARDIN.









**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La séance ouverte à 17h35 est présidée par Madame Sylviane BETTINGER, La Vice-Présidente,

**DATE DE CONVOCATION**

3 Mars 2021

**NOMBRE DE MEMBRES**

EN EXERCICE

17

PRESENTS

14

VOTANTS

15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 9 MARS 2021**

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Sylviane BETTINGER, Mme Marie-Claude DEFONTAINE, Mme Aïcha HIMEUR, M. Mohamed Lamine FATY, Mme Ulku YANIK, M. Vincent RICHARD, Mme Hania KOUIDER SAHED, Mme Annie-Claude DARDE, Mme Louise GESNOT, Mme Marie-Line OLIANAS, Mme Elisabeth GRANDPIERRE, Mme Yvette EBEL, M. Jean-Louis DEFONTAINE, Mme Noémie AVISSE.

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

M. Le Président (donne pouvoir à Mme BETTINGER), Mme Suzanne GIMENEZ.

**ETAIT ABSENT:**

Mme Maria CHACON.

Mme Aïcha HIMEUR a été désignée comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

DELIBERATION N° 02/2021

RAPPORTEE PAR : Sylviane BETTINGER

**ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES  
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**



La communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole propose aux communes qui la composent, ainsi qu'à leurs établissements publics, de constituer un groupement de commandes, chargé de procéder à la passation d'un marché alloti de téléphonie fixe et d'accès internet, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Pour les services de téléphonie fixe par abonnements et compléments d'abonnements (service complémentaire : SDA, GTR, transfert d'appels, messagerie vocale...) et l'acheminement des communications (trafic entrant et sortant) ;
- Pour les accès Internet (ADSL, SDSL, VDSL, Fibre FTTH et FTTO, liaison VPN...) avec le cas échéant les communications téléphoniques (Voix sur IP) et(ou) la réception des chaînes de TV.

Le marché sera conclu sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum et traité à prix unitaires révisables par ajustement.

La procédure de passation sera celle de l'appel d'offres ouvert Européen.

Il est convenu que la communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et sera à ce titre chargée de l'élaboration du dossier de consultation, de son lancement par voie d'appel d'offres, de la sélection des candidatures et des offres, de la signature des marchés de fournitures de services et de leurs notifications. La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) sera celle du coordonnateur du groupement, à savoir Troyes Champagne Métropole.

Chaque adhérent exécutera ensuite en son nom propre ses marchés.

Le groupement sera conclu à compter de la notification de la convention jusqu'à la fin prévisionnelle du marché.

La durée du marché sera de deux ans à compter de sa date de notification au(x) titulaire(s) et pourra être reconduite de façon expresse pour deux périodes d'un an. Dans cette hypothèse, la durée de validité du groupement sera prolongée par simple avenant à la convention signée.

La Ville de La Chapelle Saint-Luc, par délibération n°12-2021 du 16 février 2021, a opté pour l'adhésion au groupement de commandes proposé par Troyes Champagne Métropole. Comme la ville de La Chapelle Saint-Luc se charge de l'ensemble des systèmes de téléphonie fixe et interne des services du Centre Municipal d'Action Sociale de La Chapelle Saint-Luc, il est patent que celui-ci puisse (service administratif et toutes ses structures) être partie prenante à ce groupement en lien avec la ville.

Les communes et établissements publics membres du groupement rembourseront au coordonnateur, au prorata de leurs besoins propres, les frais liés à la consultation, ainsi que les factures liées à l'exécution de la prestation de leurs besoins propres, que Troyes Champagne Métropole aura acquittés au titre de son rôle de coordonnateur.

Le projet de convention constitutive du groupement sera transmis aux communes lorsque le groupement sera définitivement constitué.

Après saisine de la Commission des Finances du 9 mars 2021.



Le Conseil d'Administration :

- **ADHERE** au groupement de commandes coordonné par Troyes Champagne Métropole pour le marché de téléphonie fixe et l'accès internet.
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document y afférent.

	POUR	CONTRE	ABST.	NE PREND PAS PART
VOTE	15			

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Pour le Président,

Le Président,

La Vice-Présidente  
Sylviane BETTINGER

Olivier GIRARDIN.









**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La séance ouverte à 17h35 est présidée par Madame Sylviane BETTINGER, La Vice-Présidente,

**DATE DE CONVOCATION**

3 Mars 2021

**NOMBRE DE MEMBRES**

EN EXERCICE

17

PRESENTS

14

VOTANTS

15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 9 MARS 2021**

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Sylviane BETTINGER, Mme Marie-Claude DEFONTAINE, Mme Aïcha HIMEUR, M. Mohamed Lamine FATY, Mme Ulku YANIK, M. Vincent RICHARD, Mme Hania KOUIDER SAHED, Mme Annie-Claude DARDE, Mme Louise GESNOT, Mme Marie-Line OLIANAS, Mme Elisabeth GRANDPIERRE, Mme Yvette EBEL, M. Jean-Louis DEFONTAINE, Mme Noémie AVISSE.

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

M. Le Président (donne pouvoir à Mme BETTINGER), Mme Suzanne GIMENEZ.

**ETAIT ABSENT:**

Mme Maria CHACON.

Mme Aïcha HIMEUR a été désignée comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

DELIBERATION N° 03/2021

RAPPORTEE PAR : Sylviane BETTINGER

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION  
D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE  
PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'AUBE**



Conformément à la réglementation en vigueur, les établissements publics doivent disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé interentreprises ou assimilées, à un service commun à plusieurs collectivités ou au service créé par le centre de gestion (article 108-2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et article 10 du Décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale).

Le CMAS de La Chapelle Saint-Luc a quant à lui fait le choix d'adhérer au service de médecine préventive du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aube depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Au-delà de la mise en œuvre de l'ensemble des prestations médicales obligatoires qui incombent aux collectivités et établissements publics (article 7 de la convention), ce conventionnement propose également des actions préventives entrant dans le cadre du tiers temps. Ainsi, conformément au décret n° 85-603 du 10 juin 1985, le médecin de prévention doit consacrer à sa mission en milieu de travail au moins le tiers du temps de travail dont il dispose.

Il pourra notamment être consacré à :

- la visite des locaux afin de prévenir et de limiter les dangers et nuisances liés au travail,
- des études de poste de travail, à leurs adaptations ou leurs aménagements, ou aux visites nécessaires à la surveillance des risques professionnels,
- des actions d'éducation sanitaire professionnelle, aux campagnes d'information sur des thèmes de santé publique,
- la participation, à titre consultatif, aux comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité.

Le coût relatif à ce partenariat se décompose de la manière suivante :

- une partie fixe avec une prestation forfaitaire qui s'élève à 43 euros par an et par agents,
- une partie variable de 70 euros pour chaque examen médical réalisé (article 9).

Après saisine du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail lors de la séance du 28 janvier 2021.

Après saisine de la commission des Finances du 9 mars 2021.

Le Conseil d'Administration :

- **APPROUVE** l'ensemble des termes du renouvellement de la convention « Médecine Préventive » avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aube tels que définis en annexe du présent rapport
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer avec cet organisme le renouvellement de la convention précitée.



- **INSCRIT** les crédits correspondant chaque année au budget du Centre Communal d'Action Sociale.

	POUR	CONTRE	ABST.	NE PREND PAS PART
VOTE	15			

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Pour le Président,  
Le Président,

La Vice-Présidente  
Sylviane BETTINGER  
Olivier GIRARDIN.





N°	NOM	CIVILITE	ABSENCE	N°
1				

Le Président  
Le Vice-Président  
Sylvain BERTINGER  
Généraliste



**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La séance ouverte à 17h35 est présidée par Madame Sylviane BETTINGER, La Vice-Présidente,

**DATE DE CONVOCATION**

3 Mars 2021

**NOMBRE DE MEMBRES**

EN EXERCICE

17

PRESENTS

14

VOTANTS

15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 9 MARS 2021**

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Sylviane BETTINGER, Mme Marie-Claude DEFONTAINE, Mme Aïcha HIMEUR, M. Mohamed Lamine FATY, Mme Ulku YANIK, M. Vincent RICHARD, Mme Hania KOUIDER SAHED, Mme Annie-Claude DARDE, Mme Louise GESNOT, Mme Marie-Line OLIANAS, Mme Elisabeth GRANDPIERRE, Mme Yvette EBEL, M. Jean-Louis DEFONTAINE, Mme Noémie AVISSE.

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

M. Le Président (donne pouvoir à Mme BETTINGER), Mme Suzanne GIMENEZ.

**ETAIT ABSENT:**

Mme Maria CHACON.

Mme Aïcha HIMEUR a été désignée comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

DELIBERATION N° 04/2021

RAPPORTEE PAR : Sylviane BETTINGER

**CONVENTION DE MUTUALISATION  
VILLE DE LA CHAPELLE SAINT-LUC ET  
LE CENTRE MUNICIPAL D'ACTION SOCIALE**



Pièce jointe : projet de convention de mutualisation Ville /CMAS

Conformément aux dispositions de l'article L.123-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Centre Municipal d'Action Sociale (CMAS) de La Chapelle Saint-Luc est chargé d'animer une action générale de prévention et de développement social sur le territoire communal en liaison étroite avec les institutions publiques et privées et en collaboration avec les services de la Ville de La Chapelle Saint-Luc.

Dans ce cadre, outre les missions spécifiques confiées par les textes, le CMAS est chargé de diverses missions d'action sociale contribuant à la mise en œuvre des politiques publiques municipales, notamment à destination des populations fragilisées. C'est ainsi que la Ville de La Chapelle Saint-Luc lui a notamment confié les missions relatives à la mise en œuvre des plans d'alerte et d'urgence (canicule, grand froid...) de même que l'élection de domicile pour les personnes sans résidence stable.

En tant qu'établissement public administratif, le CMAS est autonome financièrement et dans son fonctionnement. Cependant, afin de mener à bien ses missions, la Ville attribue au CMAS une subvention d'équilibre annuelle et lui apporte divers concours.

C'est pourquoi, il est apparu nécessaire d'encadrer les relations entre le CMAS et la Ville par une convention de partenariat permettant de formaliser les mises à disposition de moyens au profit du CMAS pour l'accomplissement de ses missions. Cette démarche est motivée par la nécessité de maîtriser les coûts de gestion de l'établissement public par la réalisation d'économie d'échelle.

Le CMAS de La Chapelle Saint-Luc, dans le cadre de la réglementation en vigueur, répond à l'amélioration de la qualité de vie et d'intégration des habitants de la commune en proposant aux usagers, à titre gratuit ou à des tarifs modérés, des services en matière éducative, sanitaire, sociale, médico-sociale, culturelle et de loisirs.

Afin d'exercer pleinement et sans discontinuité ses actions en matière de prévention et de développement social auprès des usagers, le Centre Municipal d'Action Sociale a besoin de moyens en personnel, locaux, matériels et en véhicules. Pour mener à bien ses missions, celui-ci bénéficie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 du soutien logistique de la Ville de La Chapelle Saint-Luc qui se propose de lui mettre à disposition des agents municipaux, des bâtiments, certains types de mobiliers et des véhicules lui appartenant.

Dans l'optique de définir le cadre juridique de cette mise à disposition de moyens humains et matériels par la Ville de La Chapelle Saint-Luc à l'égard du C.M.A.S et ainsi de déterminer les droits et obligations de chacune des parties, une convention partenariale a été conclue le 23 novembre 2012. Aujourd'hui, il convient de la mettre à jour.

Ainsi ce projet de convention de partenariat répond tant à la nécessité d'actualiser le soutien logistique de la Ville de La Chapelle Saint-Luc envers le Centre Municipal d'Action Sociale que celle de prendre en compte la mise à disposition par ledit Centre de certains de ses agents et véhicules au profit de la Ville de La Chapelle Saint-Luc.

Après saisine du Comité Technique du 8 mars 2021.

Après saisine de la Commission des Finances du 9 mars 2021.

Le Conseil d'Administration :

- **APPROUVE** le projet de convention à intervenir entre la Ville et le Centre Municipal Action Sociale de La Chapelle Saint-Luc.



- **AUTORISE** Monsieur Le Président, ou son représentant, à signer la convention de partenariat susvisée et tout document s'y rapportant.

	POUR	CONTRE	ABST.	NE PREND PAS PART
VOTE	15			

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Pour le Président,  
Le Président,

La Vice-Présidente  
Sylviane BETTINGER  
Olivier GIRARDIN.











**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La séance ouverte à 17h35 est présidée par Madame Sylviane BETTINGER, La Vice-Présidente,

**DATE DE CONVOCATION**

3 Mars 2021

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 9 MARS 2021**

**NOMBRE DE MEMBRES**

EN EXERCICE 17

PRESENTS 14

VOTANTS 15

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Sylviane BETTINGER, Mme Marie-Claude DEFONTAINE, Mme Aïcha HIMEUR, M. Mohamed Lamine FATY, Mme Ulku YANIK, M. Vincent RICHARD, Mme Hania KOUIDER SAHED, Mme Annie-Claude DARDE, Mme Louise GESNOT, Mme Marie-Line OLIANAS, Mme Elisabeth GRANDPIERRE, Mme Yvette EBEL, M. Jean-Louis DEFONTAINE, Mme Noémie AVISSE.

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

M. Le Président (donne pouvoir à Mme BETTINGER), Mme Suzanne GIMENEZ.

**ETAIT ABSENT:**

Mme Maria CHACON.

Mme Aïcha HIMEUR a été désignée comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

DELIBERATION N° 05/2021

RAPPORTEE PAR : Sylviane BETTINGER

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**



Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissements public sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le précédent tableau des effectifs et pour faire suite à une modification réglementaire, il convient donc de le faire évoluer.

### Filière Sociale :

- Création de 9 postes d'éducateur de jeunes enfants :
  - 8 postes pour modification réglementaire (les deux classes du premier grade du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, éducateur de jeunes enfants de seconde classe et éducateur de jeunes enfants de première classe) sont fusionnées pour devenir un nouveau cadre d'emplois de catégorie A).
  - un poste suite à une organisation différente eu regard du recrutement infructueux d'une infirmière puéricultrice.

Après saisine de la Commission Finances du 9 mars 2021,

Le Conseil d'Administration :

- **ADOPTE** les modifications du tableau des effectifs sur la base des éléments ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier.

	POUR	CONTRE	ABST.	NE PREND PAS PART
VOTE	15			

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme  
Pour le Président,  
Le Président,  
La Vice-Présidente  
Sylviane BETTINGER  
Olivier GIRARDIN.



## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

### 1. Contexte général

Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, le reste du monde a assisté incrédule le 23 janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19. Depuis, l'économie mondiale ondoie au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

#### 1.1 Contexte international

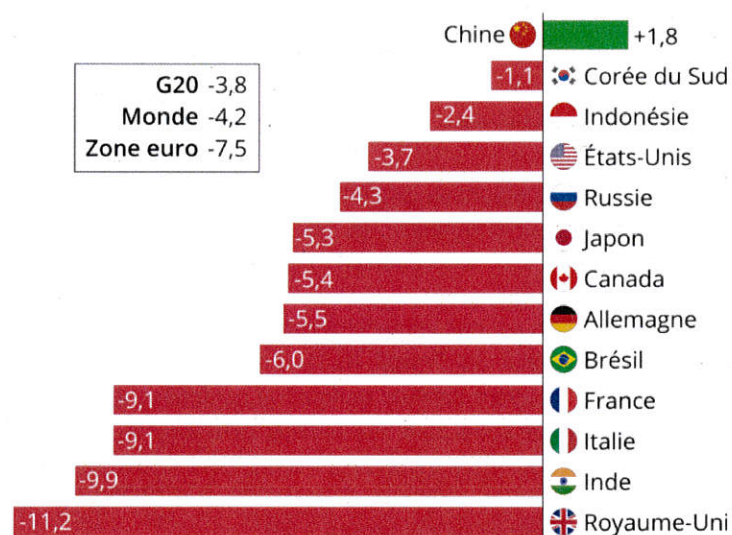
La pandémie de coronavirus a plongé l'économie mondiale dans la tourmente. Dans ses prévisions publiées mardi 1<sup>er</sup> décembre 2020, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) envisage une **chute du Produit Intérieur Brut mondial (PIB) de 4,2 %** et une **récession de 7,5 % pour la zone euro en 2020**.

Parmi les pays qui représentent la plus grande part du PIB mondial, la France fait partie des plus affectés, avec une baisse du produit intérieur brut évaluée à 9,1 % cette année. Mais c'est l'Inde (-9,9 %) et le Royaume-Uni (-11,2 %) qui connaissent le plus fort recul.

L'OCDE s'attend à une reprise économique fragile en 2021 et table sur un rebond à 4,2 %, mais ce dernier pourrait être plus fort dans les pays asiatiques qui ont réussi à minimiser la propagation de l'épidémie. Dans de nombreux autres pays, la production économique à la fin de l'année 2021 devrait rester inférieure au niveau de fin 2019. Néanmoins, compte-tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie impose, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale.

### L'impact de la pandémie sur l'économie mondiale

Prévisions de l'évolution annuelle du PIB réel en 2020, en % \*



\* prévisions en date de décembre 2020.  
Source : OCDE



## 1.2. Contexte national

Résiliente en 2019 avec 1,3% d'augmentation du PIB, l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 durant l'exercice 2020.

### 1.2.1 L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation et l'activité des sociétés

Le premier confinement (17 mars au 11 mai) a provoqué un recul historique de l'activité économique : 73% des sociétés déclarent une baisse de leurs ventes supérieure à 10%, et 35% une baisse supérieure à 50% durant cette période.

Un tiers des sociétés a fermé pour une durée moyenne de 57 jours, le plus souvent à la suite de restrictions administratives d'accueil du public mais aussi pour des questions d'approvisionnement ou de débouchés. Cette suspension d'activité a touché en priorité les activités les plus étroitement en contact avec le public : la restauration, l'hébergement, les services à la personne ou les activités récréatives et culturelles, mais aussi les transports aériens.

#### Vers une mutation accélérée ...

Parallèlement les entreprises se sont adaptées à ce nouvel environnement en modifiant leur offre et en proposant de nouveaux produits ou services, en réorganisant leur logistique, en mettant en place de nouveaux partenariats. Elles ont également mis en œuvre les gestes barrières pour un coût allant jusqu'à 20% du chiffre d'affaires selon l'activité. Enfin, le télétravail a permis à 40% des sociétés restées ouvertes durant le confinement de poursuivre leur activité.

### 1.2.2 Une répercussion immédiate sur le Produit intérieur Brut et le déficit public

Reculant de 5,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre, le PIB a chuté de 13,7 % au 2<sup>ème</sup> trimestre suite au confinement national instauré au printemps dernier. Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a rebondi durant l'été tout en restant inférieure de 4% à son niveau d'avant crise. La croissance du PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre a ainsi atteint 18,2 %, sachant que le 4<sup>ème</sup> trimestre a enregistré les effets du second confinement à compter du 30 octobre, avec une nouvelle baisse estimée à 4,5%.

Pour autant la forte augmentation attendue de la dette publique française (117,5% du PIB) ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la Banque Centrale Européenne (BCE).

### 1.2.3 De lourdes conséquences sur le marché du travail

Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En deux trimestres, l'ampleur des destructions d'emploi a ainsi dépassé les 692 000 créations d'emploi lentement accumulées au cours des deux ans et demi séparant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Cette destruction massive d'emploi ne s'est pas immédiatement traduite par une hausse du taux de chômage tel que mesuré par le Bureau International du Travail (BIT). En effet, le nombre de chômeurs se déclarant activement à la recherche d'un emploi ayant diminué pendant le confinement, le taux de chômage a nettement diminué au premier semestre passant de 8,1% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 à 7,1%, alors même que la situation sur le marché du travail se détériorait. L'assouplissement des restrictions durant l'été aura eu raison de cette baisse en trompe l'œil. Au 3<sup>ème</sup> trimestre, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage (BIT) s'élevait de nouveau à 9,0%.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à **31 milliards €** (1,3% de PIB) et à 6,6 milliards € pour 2021. Malgré cela, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11% d'ici la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8% vers la fin 2022.



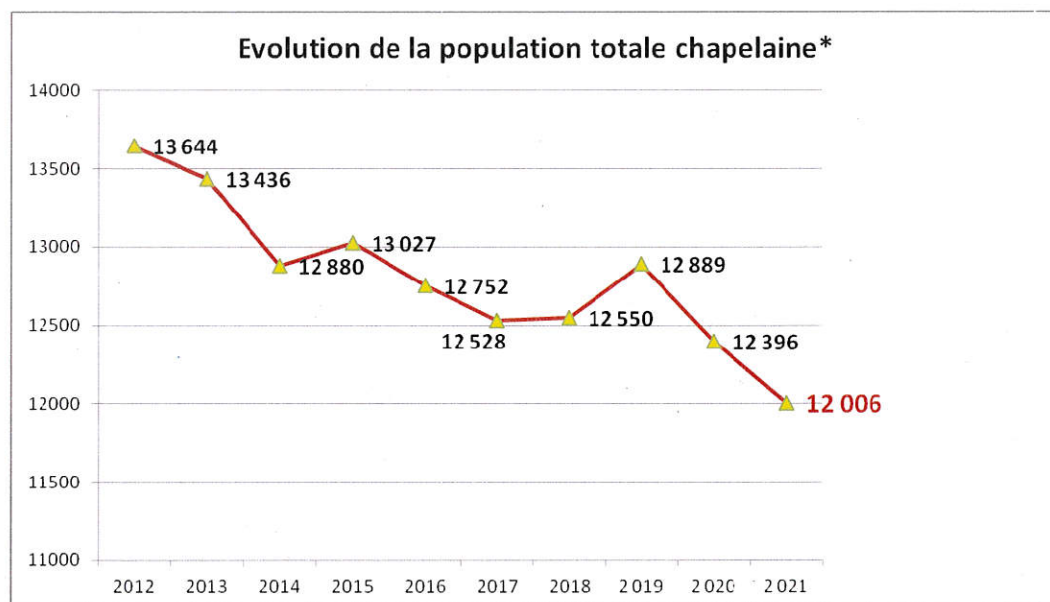
## 2. Contexte local

### 2.1. Chiffres clés

Pourcentage de logements sociaux (chiffres Direction Départementale des Territoires, septembre 2020)	<b>59,72 %</b> (56,90 % en décembre 2019)
Taux de chômage (valeur INSEE)	<b>30,9 %</b>
Potentiel financier par habitant de la commune (fiche individuelle DGF 2020)	<b>1 031,37 €</b> (- 10,27 % par rapport à la moyenne des communes de 10 000 habitants et plus 1 149,47 €)
Revenu imposable par habitant de la commune (fiche individuelle DGF 2020)	<b>8 183,75 €</b> (- 48,29 % par rapport à la moyenne des communes de 10 000 habitants et plus, 15 825,89 €)
Rang DSU 2020	<b>13<sup>ème</sup></b> (10 <sup>ème</sup> en 2019)

### 2.2. Le nombre d'habitants

Après une reprise démographique observée en 2019 (chiffres 2016), la population chapelaine diminue pour la seconde année consécutive en raison de la destruction des trois dernières tours rue Sarraill et des deux tours rue Jean Zay.



La population totale légale au 1<sup>er</sup> janvier 2021 s'établit donc à 12 006 habitants, il s'agit de la population calculée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les nouveaux logements ou les projets en cours annoncent une prochaine et importante reprise démographique (environ 1 000 habitants) dès 2021, avec un impact progressif sur la population légale jusqu'en 2024.



### 3. Réalisations et inscriptions budgétaires 2020/2021

Les réalisations budgétaires 2020, tant en dépenses qu'en recettes, ont été impactées par la crise sanitaire : entre recettes non perçues, dépenses non engagées et dépenses exceptionnelles, l'impact financier global de la crise sanitaire occasionne **un surcoût d'environ 10 000 €**, répartis de la manière suivante :

	Secteur Petite enfance	Secteur cohésion sociale	Secteur aides sociales	TOTAL
PERTES RECETTES	29 317 €	0	4 109 €**	54 976 €
PERTE DE SUBVENTIONS (CAF)	21 550 €	Non encore estimable	0	
SUBVENTION PERCUE	0	0	405 €***	52 143 €
ÉCONOMIE PRESTATIONS DE SERVICE	25 953 €	0	0 €	
ACTIONS ANNULÉES	3 185€	12 200€	10 400€	
<b>IMPACT SUR LE FONCTIONNEMENT</b>	<b>+ 21 729 €</b>	<b>- 12 200 €</b>	<b>- 6 696 €</b>	<b>+ 2 833 €</b>

\* Remboursement par la sécurité sociale des agents placés en autorisation spéciale d'absence ou maladie du au COVID 19 pendant le 1<sup>er</sup> confinement

\*\* : perte de recettes en raison de l'annulation du repas des aînés ainsi qu'en raison d'une baisse de fréquentation à l'épicerie sociale

\*\*\* : Subvention versée par la Préfecture pour l'achat de masques pour les agents

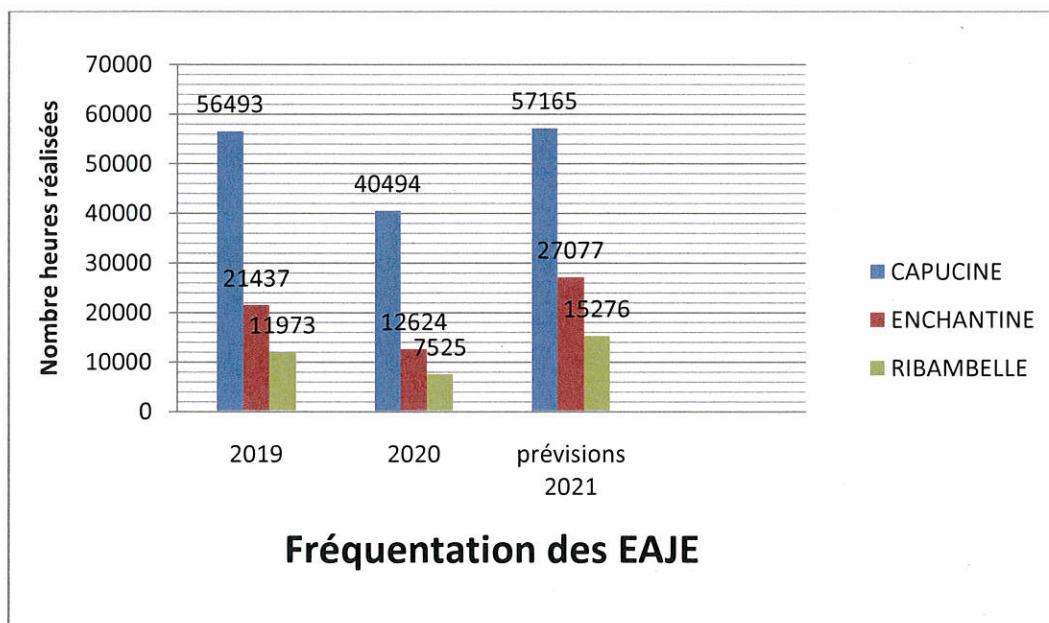
Aux **2 833 €**, il convient de rajouter les dépenses liées à lutte contre la pandémie d'un montant de **7 215€** (correspondant à 1800 € achat de masques et 815€ gants et 4600€ versement de la prime COVID aux agents).

L'impact de cet crise sur les dépenses de fonctionnement peut être qualifié de faible au regard de l'ampleur de la crise sanitaire en raison d'une gestion fine du budget par l'ensemble des services, reportant certaines dépenses jugées non essentielles.

#### a. Impact de la crise sanitaire sur les structures petite enfance

Cette crise sanitaire a eu un impact conséquent sur les 3 établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE), qui ont été fermés du 16 mars au 15 mai 2020 ; engendrant une baisse importante des fréquentations sur la période précédant les vacances estivales.





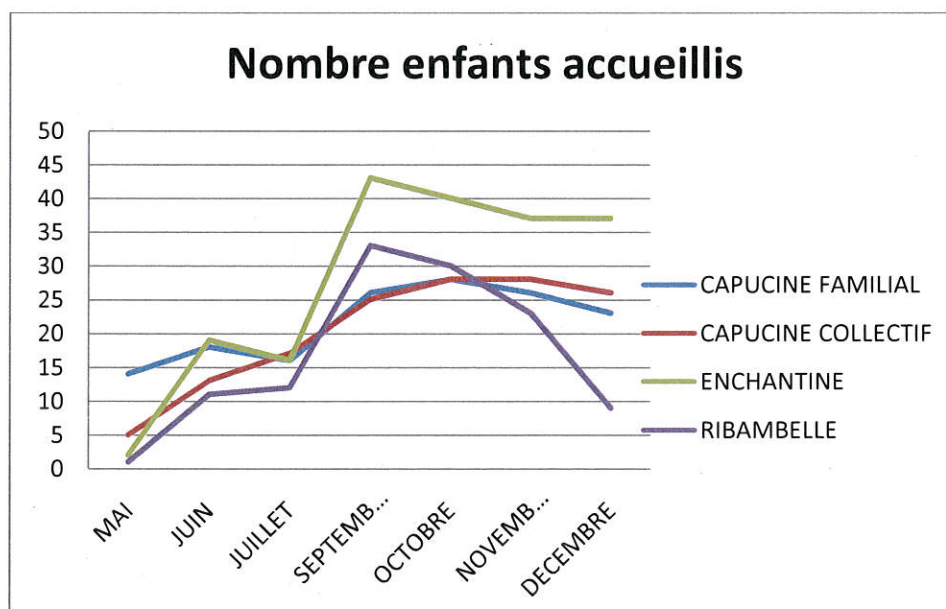
La crèche La Capucine a rouvert le 11 mai pour l'accueil familial uniquement puis le 18 mai en accueillant au maximum 10 enfants conformément au guide ministériel Covid-19 du 22 juin 2020 (la priorité était donnée aux parents ayant une activité professionnelle effective durant la période de confinement).

La Halte garderie l'Enchantine a rouvert le 22 juin 2020.

Quant à la Halte garderie La Ribambelle, elle a fusionné avec la Capucine jusqu'aux vacances d'été, afin de pallier son manque d'effectif. Puis, elle a rouvert fin août pour devoir refermer ses portes le 26 Octobre et fermer de nouveau.

Un accueil fusionné s'est donc à nouveau mis en place au sein de la Crèche la Capucine du 9 novembre jusqu'à fin décembre 2020, pour remédier au manque de personnel, placé en autorisation spécial d'absence, du fait de leur vulnérabilité au Covid 19.

Le graphique ci-après, montre que depuis la rentrée, les effectifs se sont fragilement stabilisés pour les structures petite enfance, à l'exception de la Ribambelle qui a été contrainte de réduire le nombre d'enfants accueillis lors de sa mutualisation avec la Capucine. On constate une baisse de fréquentation d'environ 30% sur l'ensemble des structures.





Cette baisse de fréquentation a nécessairement entraîné une diminution des produits des services en raison d'un effectif moindre que les années précédentes, représentant une perte de recettes de 29 317 €.

La fermeture de ces établissements a eu un impact direct sur le montant de la subvention versée par la CAF, laquelle a été diminuée de 15 666€ soit - 3.833 % par rapport à 2019 (uniquement pour la période correspondant aux fermetures).

En contrepartie, la CAF a mis en place des mesures pour limiter ces pertes en maintenant la subvention « prestation de service » pour les établissements d'accueil jeune enfant fermés en raison de la crise sanitaire.

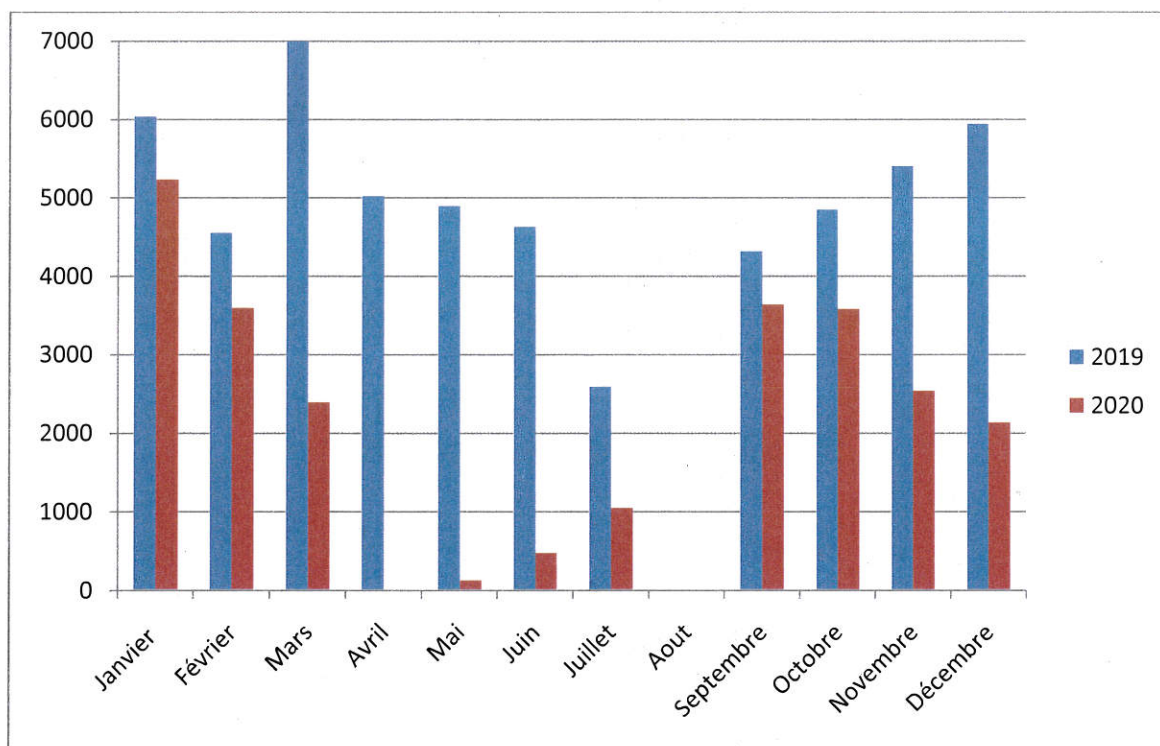
Compte tenu de ce qui précède, la perte de recettes et de subventions sur le budget Petite Enfance s'élève à **50 867 €**.

Cette baisse des recettes a été légèrement compensée par des dépenses non engagées liées :

- à l'annulation d'action et/ou de sorties pour un montant estimé de **3 185€**
- à la suspension des contrats de prestation de services (fourniture et préparation des repas, entretien des locaux) pour un montant de **25 953 €**.

#### b. Le Centre Social Victor Hugo et les Centres d'Animation Social

La fréquentation a fortement chuté en raison de la crise sanitaire, comme en témoigne le graphique ci-après.



Un fonctionnement perturbé en raison de la crise sanitaire impliquant des fermetures et un aménagement des conditions d'accueil des usagers.



Une première du 16 mars au 16 mai, comme tout établissement durant le premier confinement. Puis une seconde, du 18 au 24 novembre, du fait du placement en isolement de tous les agents après la détection d'un cas positif au sein de la structure.

(Une troisième fermeture a été opérée durant le mois d'août, correspondant à la fermeture annuelle de l'établissement, comme chaque année.)

Sur les autres semaines, le centre social a aménagé ses plages horaires, tout en maintenant le lien social, l'accompagnement administratif, l'information et l'orientation des habitants, de même que le soutien à la parentalité.

Toutefois, le temps d'accueil du public a été diminué (fermeture sur plusieurs créneaux hebdomadaire) et des actions ainsi que des temps de travail ont été annulés, tels que :

- Les activités sportives et culturelles portées par les associations et par les divers partenaires,
- Les ateliers Socio Linguistique,
- Les ateliers parentalité référente familles,
- Les réunions de réseau avec les partenaires et groupes d'habitants.

L'impact de ces baisses de fréquentation sur la subvention de la CAF n'est à ce jour pas encore mesurable car le solde de cette subvention n'a pas encore été versé.

### 3.1 Les Recettes de fonctionnement

Compte	Libellé Compte	Compte Administratif 2017	Compte Administratif 2018	Compte Administratif 2019	Recettes 2020
013	Atténuation de charges	102 213,78 €	28 993,59 €	56 799,91 €	39 085,47 €
70	Produits et Services du Domaine	121 039,65 €	129 043,06 €	132 453,76 €	97 663,68 €
74	Dotations et participations	1 909 127,63 €	1 745 883,05 €	1 864 575,79 €	1 782 026,19 €
75	Autres produits de gestion courante	53,00 €	0 €	2,32 €	1,90 €
77	Produits exceptionnels	1 118,61 €	14 621,00 €	149,00 €	288,76 €
002	Résultat Reporté	3 566,71 €	89 584,64 €	82 032,37 €	131 196,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>2 137 119.18€</b>	<b>2 008 125.34€</b>	<b>2 136 013.15€</b>	<b>2 050 262,00€</b>



## PART DES DIFFERENTS CHAPITRES DANS LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

### 3.1.1. Les subventions

#### a. La subvention communale

#### SUBVENTION COMMUNALE VERSEE AU CMAS :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
MONTANT	1 320 000	1 360 000	1 160 000	1 280 000	1 260 000	1 452 000
EVOLUTION	-15,15%	2,94%	-17,24%	9,38%	-1.5%	+ 15,30%

\* Estimation

La subvention communale constitue la variable d'ajustement du budget du CMAS.

Entre 2017 et 2018, elle baisse afin de prendre en compte la mutation d'une partie des agents du CMAS au profit de la Ville mais découle également du versement de prestations complémentaires de la CAF pour le projet social.

Puis augmente en 2019 et 2020 afin de neutraliser les charges à reverser à la ville pour les prestations de services dont bénéficient les structures petite enfance, pour un montant de 80 000 €.

En 2020, le montant estimé de la subvention était de 1 360 000 € au moment de l'élaboration du budget prévisionnel, il sera finalement de 1 260 000 € en fin d'année, en raison de la suspension des contrats de prestations précités durant le premier confinement.

Pour 2021, elle est à nouveau en augmentation (+ 19 %), pour prendre notamment en compte l'évolution des dépenses de personnel en raison de recrutements à opérer ainsi que de l'augmentation du volume des prestations externalisées au profit du secteur de la petite enfance.



b. La subvention de la CAF

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>CENTRE SOCIAL</b>		<b>11 118,14</b>	<b>52 453,12</b>	<b>61 497,01</b>	<b>42 825,38</b>	<b>59 000,00*</b>
Victor Hugo		4 674,89	30 140,12	38 849,01	26 733,78*	37 000.00*
Référente Familles		6443,25	22 313,00	22 648,00	16 091,60*	22 000.00*
<b>PETITE ENFANCE</b>	<b>442 466,18</b>	<b>456 173,63</b>	<b>431 541,86</b>	<b>408 947,62</b>	<b>393 281,03</b>	<b>401 000,00*</b>
Multi Accueil	248 856,38	267 486,95	238 573,31	226 635,37	214 189,23	219 000.00*
H.Garderie J.M.	74 212,20	73 667,42	73 057,10	65 123,27	69 329,10	67 000.00*
H.Garderie Enchantine	119 397,60	115 019,26	119 911,45	117 188,98	109 762,70	115 000.00*
<b>CONTRAT ENFANCE JEUNESSE</b>	<b>88 318,87</b>	<b>87 492,25</b>	<b>89 936,90</b>	<b>86 679,22</b>	<b>85 000,00*</b>	<b>85 000.00*</b>
<b>TOTAL</b>	<b>530 785,05</b>	<b>554 784,02</b>	<b>573 931,88</b>	<b>557 123,85</b>	<b>521 106,41</b>	<b>545 000,00*</b>

	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
<b>EVOLUTION</b>	-24.95%	4.52%	3.45%	-2.90%	-6.46%	+ 4,30 %

\* Estimation

Pour 2021, la subvention de la CAF est en augmentation par rapport à 2020, mais reste inférieure à 2019. Cela étant, un « bonus CAF » est à ajouter aux recettes prévisionnelles pour un montant estimé de 55 000 € (pour les Haltes-Garderie La Ribambelle et l'Enchantine qui favorisent la mixité sociale au sein des structures). De plus, le montant de subvention résultant du contrat enfance jeunesse 2020 ayant été sous estimé, une somme de 20 000 € vient s'ajouter aux recettes prévisionnelles 2021.

### 3.1.2. Les produits des services (Chapitre 70)

Des produits des services incertains mais d'ores et déjà impactés par la crise sanitaire.

Les principales recettes proviennent exclusivement des inscriptions dans les structures d'accueil de jeunes enfants et des subventions versées (CAF, MSA, Ville).



Pour l'année 2021, les projections sont les suivantes :

	2020	2021
<b>Crèche La Capucine</b>		
Recettes usagers	67 383€	<b>75 000 €</b> (pour 57165 heures d'accueil estimées)
Prestations MSA	4 713€*	4 000€*
<b>Halte garderie L'Enchantine</b>		
Recettes usagers	9 934€	<b>14 000 €</b> (pour 27077 heures d'accueil estimées)
Prestations MSA	3 026€*	1 500€
<b>Halte garderie La Ribambelle</b>		
Recettes usagers	4 819€	<b>6 800 €</b> (pour 15276 heures d'accueil estimées)
Prestations MSA	0€	0€

Pour 2021 les produits des services ont été prudemment estimés à **108 600 €**, soit plus que le réalisé 2020 (**97 663 €**) durement impacté par le COVID mais inférieur à un exercice dit « normal » (**132 453 €**) en 2019.

### 3.1.3. Atténuations de charges (Chapitre 013)

Les postes principaux sont :

- ✓ Les remboursements des arrêts maladie, congés de maternité/paternité, accidents du travail, maladies professionnelles, longue maladie et maladie de longue durée pour un montant estimé de **12 900 €**.
- ✓ Les aides liées à l'embauche d'adultes relais pour un montant estimé de **26 180,95 €**.

Depuis la fin des dispositifs d'emplois aidés, les recettes perçues au chapitre 013 ont fortement diminué. Le CMAS bénéficie aujourd'hui des seules aides consécutives à l'emploi d'un agent en contrat adultes relais.



### 3.1.4. Synthèse des recettes de fonctionnement

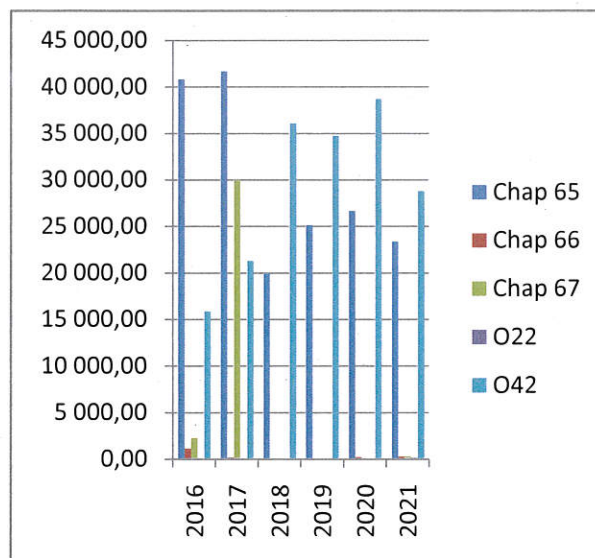
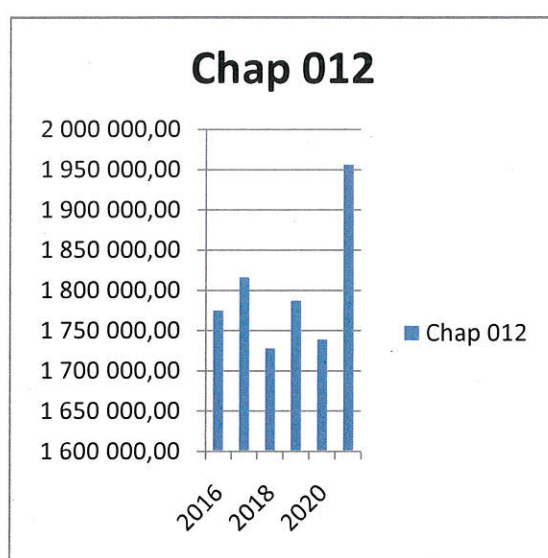
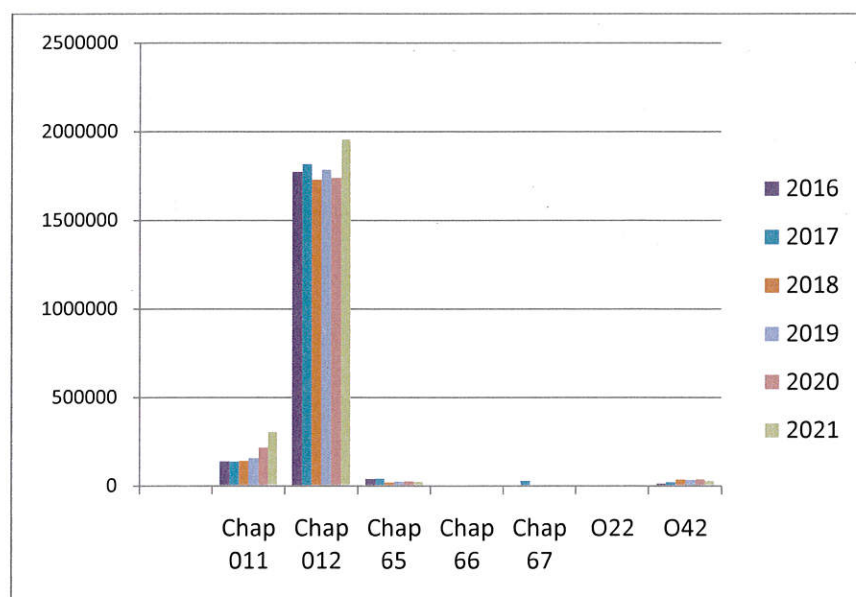
Compte	Libellé Compte	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Estimation du Réalisé au 31/12/2020	BP 2020 Voté	Prévisionnel 2021
013	Atténuation de charges	102 213,78	28 993,59	56 799,91	39 085,47	30 000,00	98 800,00
70	Produits et Services du Domaine	121 039,65	129 043,06	132 453,76	97 663,68	125 000,00	108 600,00
74	Dotations et participations	1 909 127,63	1 745 883,05	1 864 575,79	1 782 026,19	1 929 500,00	2 072 000,00
75	Autres produits de gestion courante	53,00 €	0 €	2,32	1,90	0	0
77	Produits exceptionnels	1 118,61	14 621,00	149,00	288,76	0	20,00
002	Résultat Reporté	3 566,71	89 584,64	82 032,37	131 196,00	131 196,00	36 102
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>2 137 119,38</b>	<b>2 008 125,34</b>	<b>2 136 013,15</b>	<b>2 050 262,00</b>	<b>2 215 696,00</b>	<b>2 315 522,00</b>

### 3.2. Les Dépenses de fonctionnement

DEPENSES		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Estimation 2020	Prévisions 2021
Chap 011	Charges à caractère général	140 644,98	138 034,18	142 103,96	157 800,20	216 937,08	306 261,00
Chap 012	Frais de personnel	1 774 773,55	1 816 273,88	1 727 804,68	1 787 086,77	1 738 921,58	1 956 350,00
Chap 65	Autres charges de gestion courante	40 823,75	41 700,00	19 970,82	25 148,16	26 654,69	23 350,00
Chap 66	Charges financières	1 184,17	216,69	0,00	0,00	224,73	300,00
Chap 67	Charges exceptionnelles	2 284,08	30 000,00	131,40	43,83	139,97	300,00
Chap 022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	161,00
Chap 042	Opération ordre transfert entre sections	15 884,00	21 309,99	36 082,11	34 738,04	38 692,81	28 800,00
<b>TOTAL</b>		<b>1 975 594,53</b>	<b>2 047 534,74</b>	<b>1 926 092,97</b>	<b>2 004 817,00</b>	<b>2 021 570,86</b>	<b>2 315 522,00</b>



## EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Entre 2016 et 2019 les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de **1,48 %** (soit environ 29 222 €) alors que sur cette période l'inflation était de 1,1 %.

La comparaison entre les chiffres des dépenses réalisées des comptes administratifs (CA) et les inscriptions budgétaires (BP, DBM) n'offre qu'un intérêt limité : seules les comparaisons entre comptes administratifs ou inscriptions budgétaires permettent d'analyser l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

Les événements exceptionnels influent sur l'évolution des dépenses de fonctionnement. À ce titre, l'année 2020 n'aura pas échappé à la règle avec les nouvelles dépenses liées à la crise sanitaire.

En moyenne, sur les 4 dernières années, le taux de réalisation des inscriptions budgétaires est de 95.56 %.



### 3.2.1. Chapitre 011 : charges à caractère général

Les charges à caractère général permettent au CMAS d'assurer son fonctionnement quotidien : électricité, chauffage, achat de petits matériels et fournitures (consommables), prestations de service (maintenance...)...

Pour 2021, il s'agit principalement :

#### ***Pour l'administratif :***

- Du remboursement à la Ville des charges de fonctionnement pour un montant de 89 000 € (frais de personnel mutualisés, de dépenses d'entretien sur les bâtiments occupés par le CMAS, produits d'entretien et divers fournitures pris sur les stocks de la Ville...)
- De l'achat de fournitures administratives et de bureautiques pour les services pour un montant de 2 000 €
- De l'achat de fournitures diverses pour 2 100 € (masques, fournitures diverses..)
- des frais de maintenance pour les logiciels informatiques pour 2 800 €
- des primes d'assurances pour un montant de 4 460 €
- des abonnements liés à la documentation générale pour 410 €,
- de la convention de renouvellement avec la médecine du travail pour un montant de 1800 €
- de l'achat d'unité de publication pour le lancement de marchés publics sur une plateforme de dématérialisation dédiée pour 1 650 €

#### ***Pour le secteur de la Petite enfance :***

Les charges à caractère général enregistrent une hausse de plus de 47.68 % entre 2019 et 2020 et de 47.15 % entre 2020 et 2021 en raison de la mise en place de prestations de services au profit des structures petite enfance ayant pour objet la livraison et la préparation de repas pour les enfants ainsi que l'entretien des locaux. Il faut aussi tenir compte, là encore, du basculement en fonctionnement, d'achats inscrits initialement en investissement.

En raison de la crise sanitaire, ces dépenses se sont avérées moins élevées que prévues en 2020 du fait de la fermeture des 3 structures petite enfance durant le premier confinement de mars à mai 2020, et une activité ralenties durant les mois qui ont suivi.

Pour 2021, ces prestations sont estimées sur la base d'une année pleine, soit :

- pour un montant d'environ 36 000 € pour la livraison des repas, auxquels s'ajoutent 34 756 € de prestations supplémentaires pour la préparation des repas.
- pour 36 040 € pour l'entretien des locaux, selon la répartition suivante :



	Livraison de repas	Préparation / service repas	Entretien des locaux
Crèche La Capucine	12 500 €	16 000 €	13 000 €
Halte garderie La Ribambelle	8 500 €	756 €	9 500 €
Halte garderie L'Enchantine	15 000 €	18 000 €	13 540 €

Est également inscrit la prestation de service proposé par le Relais des Assistantes Maternelles (RAM) des Noës Près de Troyes pour un montant de 10 000 €. Cette prestation consiste à aider dans leurs démarches, les familles qui souhaitent confier la garde de leurs enfants à une assistante maternelle agréée.

Pour le Centre Social Victor Hugo :

	DEPENSES 2020	DEPENSES PREVISIONNELLES 2021
CAS*1	644,66	1 731.00
LAEP*2	154,90	8 132.00
MAPAS	117,39	2 670.00
Référente Familles	590,96	6 329.00
VICTOR HUGO (administratif)	537,69	6 062.00

\*1 : Centre d'Animation Social

\*2 : Lieu d'Accueil Enfants / Parents

### 3.2.2. Les charges de personnel (012)

Conformément aux dispositions intégrées par la loi NOTRe, le rapport d'orientation budgétaire contient des éléments de présentation de la structure du personnel (Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

#### a. Évolution des dépenses de personnel

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Estimation BP 2021
DEPENSE DE PERSONNEL (en €)	1 774 338	1 816 274	1 727 805	1 787 087	1 738 922	1 956 350
EVOLUTION (en €)		+ 41 936	-88 469	+ 59 282	-48 165	+ 217 428
Évolution (en %)		+2,3%	-4,8%	+3,4%	-2,7 %	+ 12,5 %



Après avoir diminué entre 2017 et 2018, les dépenses de personnel ont augmenté en 2019 avant de diminuer à nouveau en 2020. Elles devraient, selon les projections, augmenter de 12,5 % en 2021.

#### Part des dépenses de personnel dans le budget de fonctionnement depuis 2017 :

Année	Dépenses de personnel	Budget de recette de fonctionnement	Part de la masse salariale dans le Budget de fonctionnement
CA 2017	1 816 274,00 €	2 047 535,00 €	<b>88.70%</b>
CA 2018	1 727 805,00 €	1 926 093,00 €	<b>89.70%</b>
CA 2019	1 787 087,00 €	2 004 821,00 €	<b>89.13%</b>
CA 2020	1 738 922,00 €	2 215 696,00 €	<b>78.48%</b>
PREVISIONS 2021	1 956 350.00 €	2 315 522,00 €	<b>84.49%</b>

La part des dépenses de personnel dans le budget de fonctionnement représente une moyenne de 86.10% entre l'année 2017 et la prévision 2021.

#### Évolution 2019-2020 :

Sur la période 2019-2020, les dépenses de personnel ont diminué de 2,7 % malgré la prise en considération des événements suivants :

- basculement sur emploi permanent de 7 agents à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 : **84 933 €**
- 3 nominations fonctionnaire stagiaire au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> septembre 2020 : **72 723 €**
- versement d'une prime exceptionnelle à destination des agents particulièrement mobilisés face à l'épidémie de Covid-19 durant le confinement de mars/avril 2020, représentant : **+ 4 600 €**
- mutation à la Ville de La Chapelle Saint-Luc d'un agent du CMAS le 1<sup>er</sup> mars 2020 : **- 26 901€**

Cette diminution s'explique également en partie par l'économie de **25 100 €** générée en 2020 par deux départs en retraite qui ont été remplacés.

#### Les orientations pour 2021 :

Avec une prévision d'augmentation de **+ 12.5%** du chapitre 012 relatif aux charges de personnel entre 2020 et 2021, la collectivité pourra faire face à l'évolution du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) tout en restant très attentive à sa politique de recrutement.

Le GVT est l'une des trois composantes de l'évolution de la masse salariale dans la fonction publique avec la valeur du point d'indice et le nombre total de fonctionnaires. Quelles que soient les décisions prises par les pouvoirs publics, et même s'il était décidé une stabilisation de l'ensemble des rémunérations, la masse salariale évoluerait quand même à la hausse du seul fait du vieillissement et de l'évolution des carrières des agents (avancements d'échelons, avancements de grade, changements de cadre d'emplois). En terme de prospective pour l'année 2021 et au stade de l'élaboration du ROB, le GVT dit positif est estimé à **6 830 €**.



Il se décompose comme suit :

- avancement d'échelon pour 16 agents : **5 000 €**
- avancements de grade prononcés par le Président du CMAS : **1 830 €**

Cette variation, en règle générale positive (donc défavorable), peut être contrebalancée par le rajeunissement des effectifs, les agents entrants étant globalement moins rémunérés que les agents partants en retraite. Ce phénomène est connu sous l'appellation « *d'effet Noria* », « *GVT négatif* » ou « *Effet entrées/sorties* ».

Il mesure l'effet de tassement de la masse salariale dû au départ d'une population dont le salaire est généralement supérieur à celui des remplaçants. S'agissant des effectifs du CMAS, cet effet de tassement ne s'observe pas dans l'estimation 2021 car le nombre des entrants, et donc le poids de leur rémunération, est supérieur à celui des sortants avec un écart estimé à **+ 94 000 €**. Ce montant résulte de la somme des 5 arrivées évaluées à **153 400 €** moins les 3 départs prévues estimées à **59 400 €**.

Le GVT global sera appelé le « *GVT solde* », il est la somme du GVT positif et du GVT négatif. Il est estimé à **100 830 €** pour l'année 2021, soit 5,5 % des dépenses de personnel.

Comme les années précédentes, chaque départ définitif du CMAS fera l'objet d'une analyse fine afin de déterminer les actions à mener (remplacements poste pour poste, réorganisation pour s'adapter à l'évolution des missions ou suppression).

Afin de contenir l'évolution de la masse salariale conformément aux orientations, il s'agira d'anticiper chaque départ en retraite et de poursuivre l'étude systématique de toutes les demandes de remplacements liées à ces départs afin de contenir la progression de la masse salariale et d'adapter les profils aux nouveaux besoins :

Malgré ce contrôle accru sur la masse salariale, les prévisions en dépenses de personnel tendent légèrement vers la hausse par rapport à 2020.

Cette hausse s'explique notamment par :

1. La nécessité de recruter :

- Une Directrice adjointe pour le centre social Victor HUGO à compter du 1<sup>er</sup> février 2021 : **+ 36 141€**
- Une Directrice Adjointe du CMAS à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 : **+ 29 300 €**
- une éducatrice de jeunes enfants dans le cadre d'un remplacement pour congé maternité à compter du 1<sup>er</sup> juillet : **+ 27 200 €**
- des contractuels permettant le remplacement d'agents dits « vulnérables » au COVID 19 : **+ 14 000 €**

2. La nécessité de prévoir :

- Le retour d'une assistante maternelle à la fin de son congés parental : **+ 18 500 €**,
- Le remplacement de deux éducatrices de jeunes enfants pour faire face à des démissions : **57 500 €** (mais dont leur rémunération est d'ores et déjà inscrite au budget 2021)



3. L'application de mesures législatives impactant directement les charges de personnel :

- La poursuite de l'application du PPCR pour la catégorie C (Parcours professionnels, carrières et rémunérations) : **+ 10 450 €**. Pour rappel, il s'agit d'un dispositif ayant pour objectif de mieux reconnaître l'engagement des fonctionnaires en revalorisant leurs grilles indiciaires sur plusieurs années et en améliorant leurs perspectives de carrière.
- Modification des modalités de réévaluation de l'indemnité compensatrice de hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) dans la fonction publique dans les conditions du décret n° 2020-1626 du 18 décembre 2020 : **+ 2 100 €**
- Mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) pour les agents de la filière médico-sociale à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 dans les conditions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : **+ 6 500 €**
- Versement d'une indemnité de précarité pour les contrats courts versée dans les conditions du décret n° 2020-1296 du 23 octobre 2020 applicable aux nouveaux contrats démarrant le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle est destinée aux agents contractuels sur emplois non permanents, hors accroissement saisonnier d'activité, d'une durée inférieure ou égale à 1 an : **+ 2 950 €**

Arrivées et départs sur emplois permanents survenus entre 2020 et 2021 :

	ARRIVEES		DEPARTS	
Année	Réel 2020	Estimation 2021	Réel 2020	Estimation 2021
Agents titulaires	3	0	4	0
Agent contractuel occupant un emploi permanent	8	5	1	3
TOTAL	11*1	5*3	5*2	3*4

Sur 2020 :

\*1 : 11 arrivées sur emploi permanent en 2020 correspondant à un recrutement, 3 nominations fonctionnaire stagiaire et 7 basculements de contractuels sur emploi permanent.

\*2 : 5 départs sur emploi permanent en 2020 correspondant à une mutation du CMAS à la Ville, deux démissions et deux départs à la retraite.

Sur 2021

\*3 : 5 arrivées estimées sur emploi permanent en 2021 coïncidant avec 5 recrutements.

\*4 : 3 départs estimés coïncidant avec 3 démissions.



Évaluation budgétaire des départs et des arrivées sur emplois permanents pour les années 2020 et 2021 :

	Réal 2020		Estimation 2021	
Nature	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées
Nombre	5	11	3	5
Montant	- 92 000 €	+ 163 600 €	- 59 400 €	+ 153 400 €
Solde arrondi	+ 71 600 €		+ 94 000 €	

Pour l'année 2021, le solde entre les départs et les arrivées au prorata temporis est estimé à : + 94 000 €

**b. Traitement indiciaire, régime indemnitaire et autres rémunérations**

Pour l'année 2021, ces dépenses sont estimées à 1 222 711 €, selon la répartition suivante :

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2020	Estimation BP 2021
REMUNERATION PRINCIPALE TITULAIRES	545 242 €	551 618 €	559 399 €	541 309 €	549 188 €
REMUNERATION PRINCIPALE CONTRACTUELS	509 583 €	516 694 €	539 240 €	480 541 €	539 969 €
AUTRES INDEMNITES	63 648 €	73 001 €	82 851 €	86 376 €	89 085 €
NBI, SFT	21 048 €	22 257 €	23 278 €	22 850 €	25 996€
EMPLOI D'AVENIR	83 727 €	24 712 €	18 411 €	14 147 €	0 €
REMUNERATIONS Contrats aidés (dont adultes relais et CDDI)	13 176 €	0 €	0 €	0 €	18 473 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 236 424€</b>	<b>1 188 282€</b>	<b>1 223 179€</b>	<b>1 145 223€</b>	<b>1 222 711€</b>



c. Les heures supplémentaires rémunérées

2016	2017	2018	2019	2020
56 heures	64,65 heures	35,38 heures	28,58 heures	17,05 heures

Les heures supplémentaires rémunérées sont en diminution constante depuis 2016 (moins -70% entre 2016 et 2020 et moins 40% entre 2019 et 2020).

d. Structure des effectifs

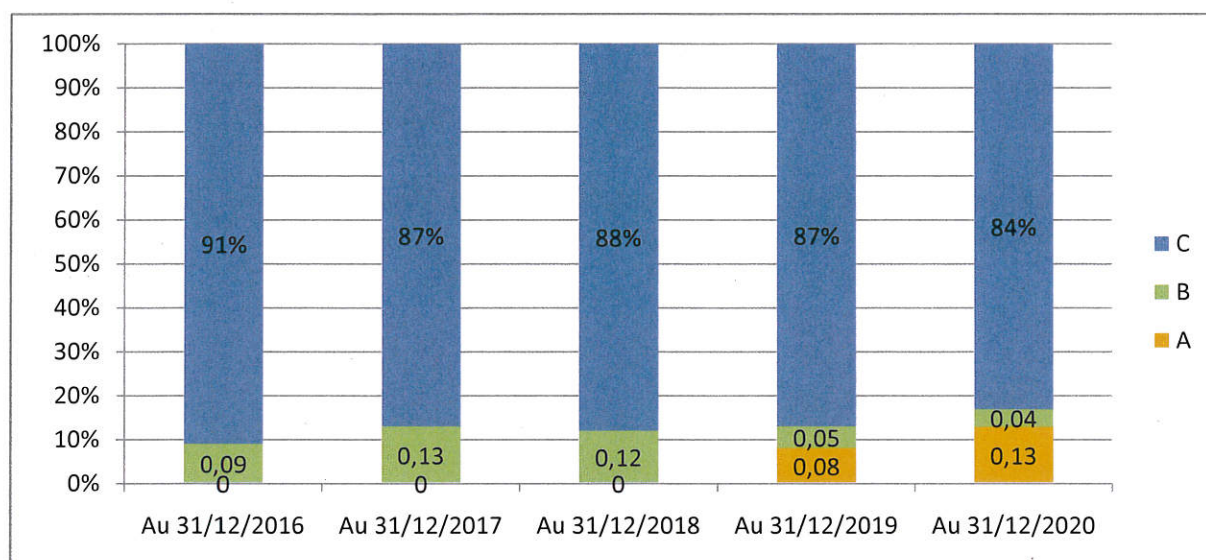
Evolution des emplois permanents (titulaires et contractuels) depuis 2016 :

	A	B	C	Effectif total	ETP
Au 31/12/2016	0	7	68	75	72.42
Au 31/12/2017	0	7	48	55	53.15
Au 31/12/2018	0	8	58	66	63.30
Au 31/12/2019	5	3	53	61	60.20
Au 31/12/2020	7	2	47	56	55.19
Évolution 2016- 2017	0%	0%	-29.41%	-26.67%	-26.60%
Évolution 2017- 2018	0%	-14.28%	+20.83%	+16.36%	+15.33%
Évolution 2018- 2019	+500%	-62.50%	-8.62%	-7.67%	-4.9%
Évolution 2019- 2020	+40%	-33.33%	-11.32%	-8.19%	-8.32%

L'effectif global des emplois permanents continue de diminuer entre 2019 et 2020 (- 8.19%).



### Répartition des emplois permanents par catégories depuis 2016



La répartition des effectifs par catégorie hiérarchique a légèrement évolué au 31 décembre 2020 :

- 12,5 % de catégorie A (contre 8,2% en 2019),
- 3,57 % de catégorie B (contre 4,9 % en 2019),
- 83,9% de catégorie C (contre 86,9 % en 2019).

L'augmentation de la part dans la catégorie A (et la diminution dans la catégorie B) à partir de 2019 s'explique par le basculement en catégorie A du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants à compter du 1<sup>er</sup> février 2019.

### Évolution des emplois non permanents occupés par des agents contractuels entre 2019 et 2020 :

	2019	2020
Contractuels de droit public	13	6
Contractuels de droit Privé	2*1	1*2
Apprenti	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>7</b>

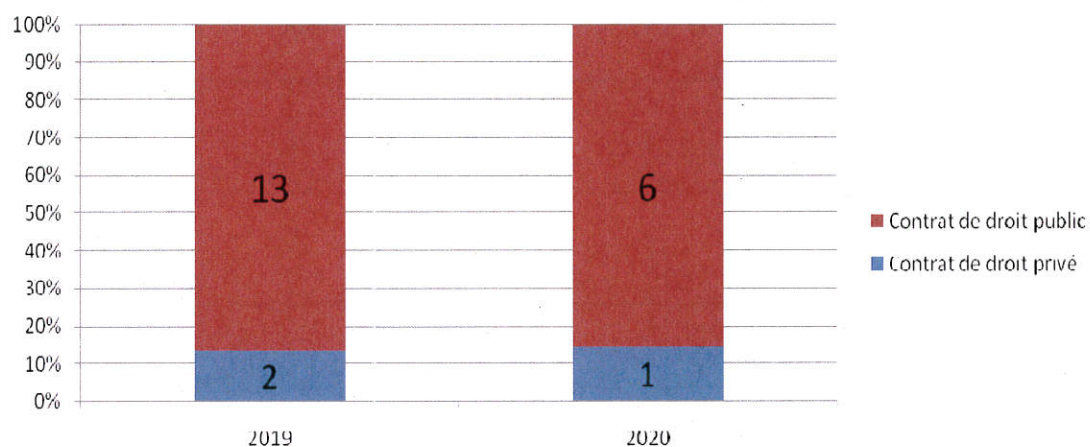
\*1 dont 1 adulte relais et 1 emploi avenir

\*2 dont 1 adulte relais

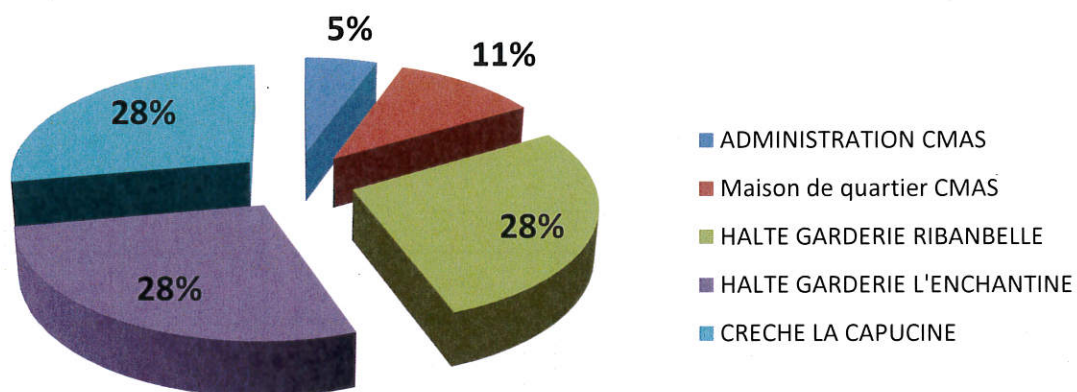
Le recours aux contractuels sur emploi non permanent a sensiblement diminué entre 2019 et 2020 (moins 53 %). Cette diminution concerne aussi bien les contractuels non permanents de droit public (moins 53,8%) que les contractuels non permanents de droit privé (moins 50%).



### Evolution des emplois non permanents occupés par des agents contractuels depuis 2019



### Répartition des emplois non permanents par service au titre de l'année 2020



e. Évolution des régimes horaires de travail des agents occupant un emploi permanent.

	2017	2018	2019	2020
Nombre d'agent à temps complet	49	60	58	53
Nombre d'agent à temps non complet	6	6	3	3
Nombre d'agent à temps plein	47	56	56	52
Nombre d'agent à temps partiel	2	4	2	1

Définition temps complet/non complet et temps plein/temps partiel :

Temps complet : emploi réalisé sur une quotité horaire au moins égale à 35 heures.

Temps non complet : emploi réalisé sur une quotité horaire inférieure à 35 heures (ex : 20/35ième).

Temps partiel : il s'exprime en pourcentage du temps complet allant de 50% à 90%.

Temps plein : il correspond à la réalisation de 100% du temps complet ou non complet.

Au 31 décembre 2020, sur 56 emplois permanents, 53 sont à temps complet et 3 à temps non complet.

Le nombre d'agents à temps partiel occupant un emploi permanent diminue légèrement entre 2019 et 2020.

f. Répartition hommes/femmes des emplois permanents

	Hommes				Femmes			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
<b>Catégorie A</b>	0	0	0	0	0	0	5	7
<b>Catégorie B</b>	0	0	0	0	7	8	3	2
<b>Catégorie C</b>	3	4	4	3	45	54	49	44
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>52</b>	<b>62</b>	<b>57</b>	<b>53</b>

Les femmes représentaient 93.44 % des agents occupant un emploi en 2019, contre 94.64 % en 2020.

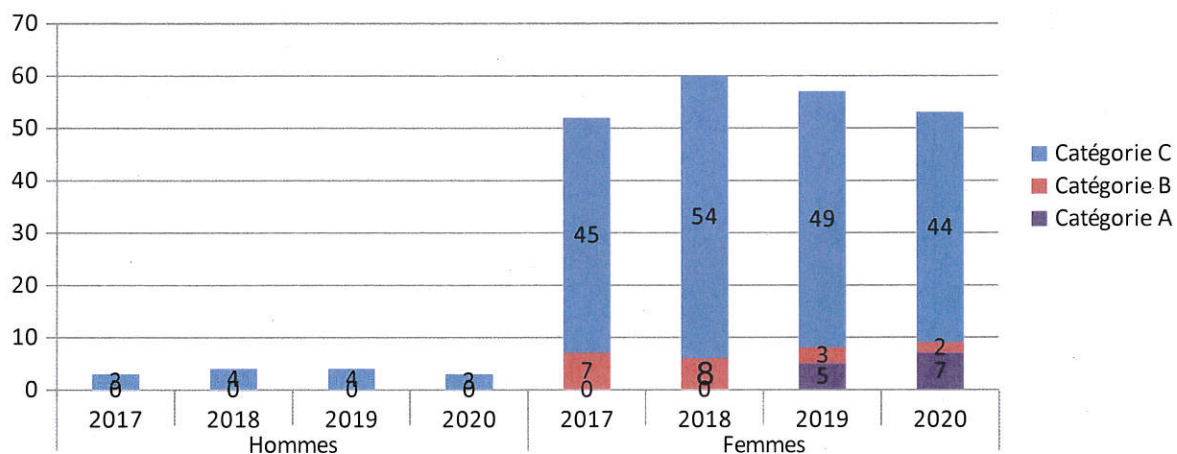
Selon une étude publiée par le CNFPT en 2016 sur la « Situation comparée entre les femmes et les hommes territoriaux », la fonction publique territoriale affiche un taux de féminisation de près de 61 %.

Ce taux reste néanmoins supérieur à celui de l'Etat (54,4 % dans la fonction publique d'Etat) et inférieur à celui observé dans la fonction publique hospitalière (77,4 %).

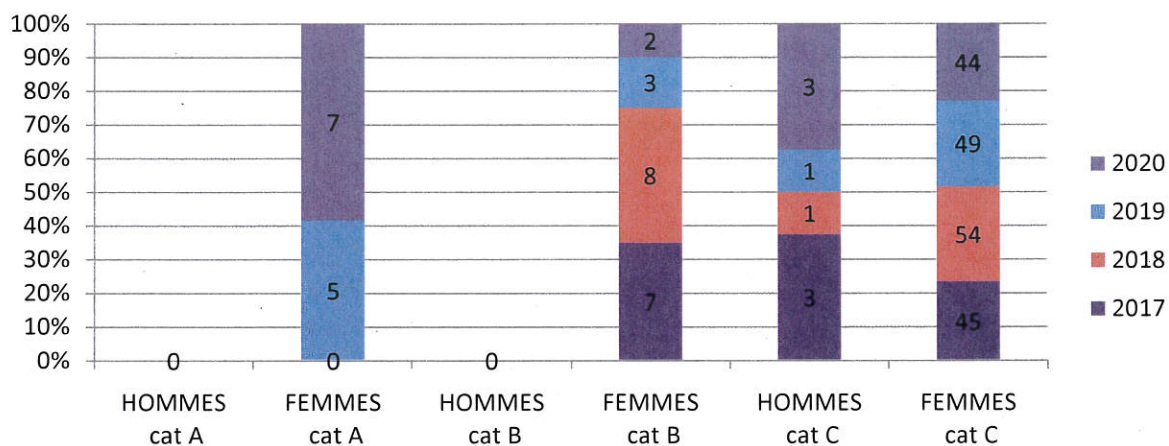


Force est de constater que les femmes sont bien mieux représentées au sein de l'effectif du CMAS que les statistiques issues des études nationales.

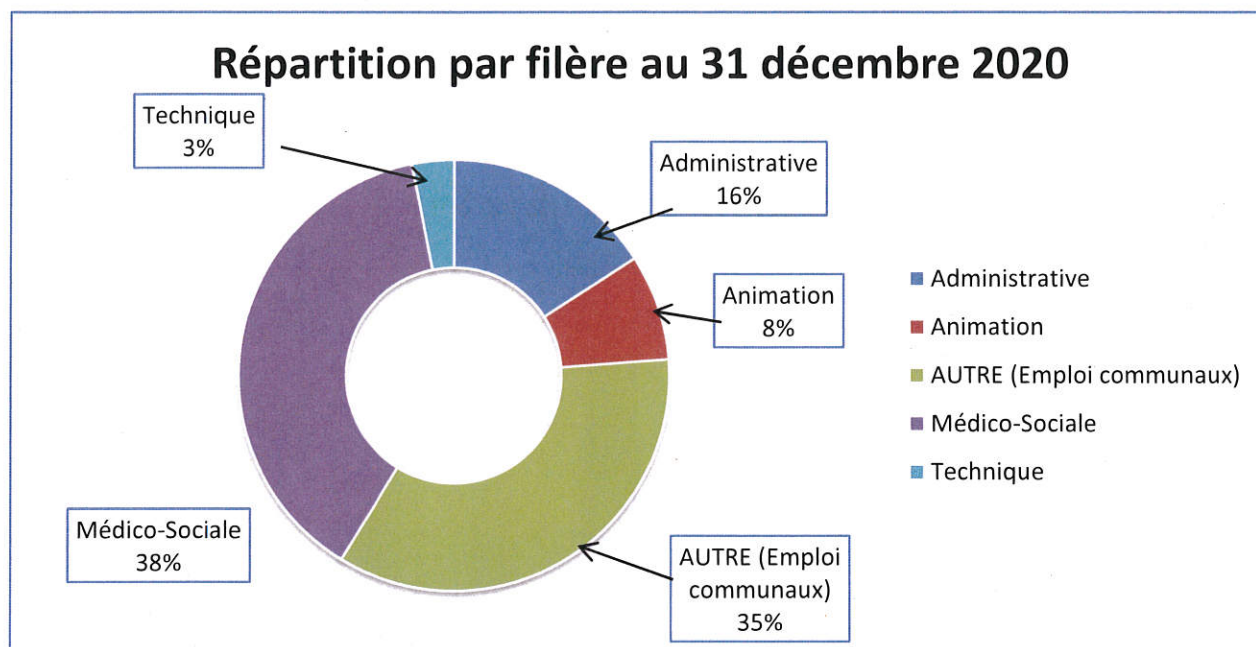
## Evolution femmes/hommes occupant un emploi depuis 2017



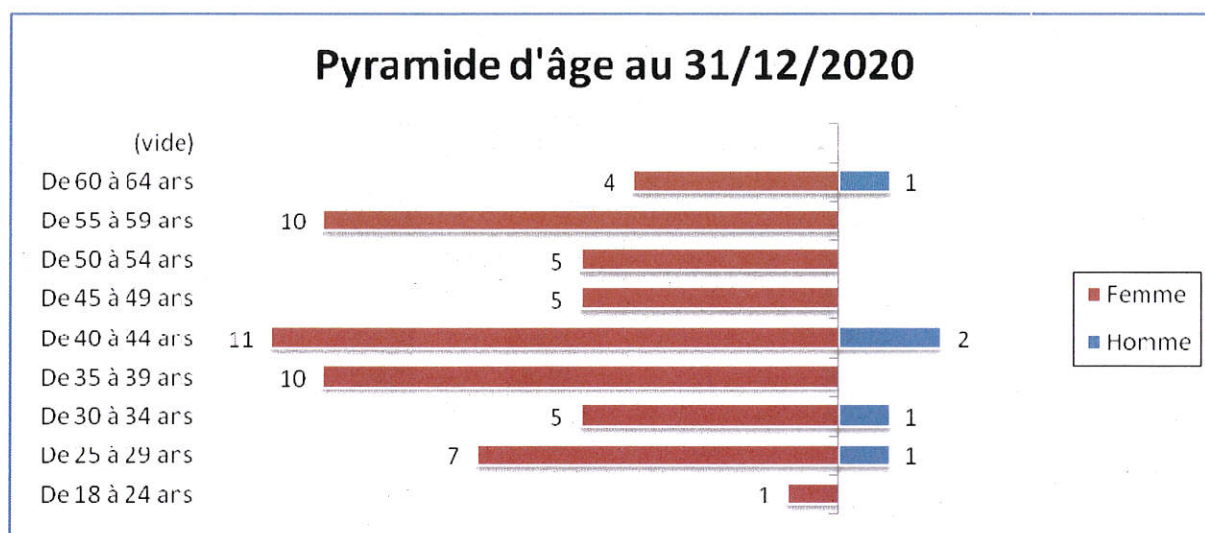
## Evolution par catégorie et par sexe depuis 2017



g. Répartition par filière de l'effectif du CMAS au 31 décembre 2020



h. Pyramide des âges et pyramide d'ancienneté des agents occupant un emploi permanent durant l'année 2020.



Les agents âgés de 50 ans et plus représentaient 31,9% de l'effectif en 2020.

Les moins de 25 ans représentaient 1,5% de l'effectif en 2020.

Les 25/49 ans représentaient 66,6% de l'effectif en 2020.



i. Santé, sécurité au travail

Année	Indice de fréquence des accidents de travail	Taux de gravité des accidents de travail	Part des accidents de travail suivi d'arrêts
2019	101,44	3,46	87,50%
2020	63,49	0,88	44,44%

L'indice de fréquence détermine le nombre d'accident de travail de l'établissement public supérieur à 24 heures rapporté à un effectif de 1 000 agents. Cet indice est en diminution de 37,41% entre 2019 et 2020.

Le taux de gravité représente quant à lui le nombre de journées indemnisées pour 1000 heures travaillées, c'est-à-dire, le nombre de journées non travaillées par incapacité temporaire pour 1000 heures travaillées. Ce taux diminue de 74.5% entre 2019 et 2020.

La part des accidents de travail suivi d'arrêt diminue lui aussi de 43 points entre 2019 et 2020.

j. Formation professionnelle

• **Taux de départ en formation des agents occupant un emploi permanent :**

Année	Taux de départ en formation
2019	43,8 %
2020	9,5 %

Le taux de départ en formation détermine la part des agents occupant un emploi permanent ayant accédé à la formation professionnelle. Ce taux diminue 34,3 points de entre 2019 et 2020.

Cette baisse s'explique par le nombre important de formation annulées en raison de la crise sanitaire.

- **Nombre moyen de journées de formation des agents sur emploi permanent décliné par catégorie et pas sexe :**

	Hommes		Femmes	
	2019	2020	2019	2020
Catégorie A	0	0	3	0
Catégorie B	0	0	1	0
Catégorie C	0	1	10	5
<b>Total toutes catégories confondues</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>5</b>

Le nombre moyen de journées de formation des agents occupant un emploi permanent diminue pour toutes les catégories entre 2019 et 2020.

k. Absentéisme

- **Maladie ordinaire :**

Année	Nombre d'agent arrêté au moins une fois	Nombre moyen de jours d'arrêt par agent arrêté plusieurs fois en maladie ordinaire	Nombre moyen de jours d'arrêt par agent arrêté une seule fois en maladie ordinaire
2019	35	36,37	2,92
2020	27	18,44	4,9

Le nombre d'agent arrêté au moins une fois a diminué de 22,85% entre 2019 et 2020.

Le nombre moyen de jours d'arrêt par agent arrêté plusieurs fois en maladie ordinaire a diminué de 49,3% entre 2019 et 2020.

Le nombre moyen de jours d'arrêt par agent arrêté une seule fois en maladie ordinaire à lui progressé de 67,8% sur la même période.

A noter que les absences 2020 en lien avec la crise sanitaire non justifiées par un arrêt de travail ne sont pas comptabilisées dans ces statistiques.

- **Tous types d'absences médicales confondues :**

Année	Taux d'absentéisme médical
2019	8,96%
2020	7,52%



Le taux d'absentéisme médical détermine la part du temps de travail non travaillé en raison d'absences pour raison de santé de l'ensemble de l'effectif sur une année (maladie ordinaire, congés longue maladie, congés longue durée, congés grave maladie, accident de service/travail/trajet, maladie professionnelle).

Ce taux diminue de 1.44 points entre 2019 et 2020.

### 3.2.3. Autres dépenses de fonctionnement (chapitres 65-66-67)

	REALISE 2016	REALISE 2017	REALISE 2018	REALISE 2019	DEPENSES 2020	BP 2021 Prévisionnel
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44 322</b>	<b>71 917</b>	<b>20 102</b>	<b>25 196</b>	<b>27 019</b>	<b>23 950</b>
CHAP 65 - Autres charges	40 824	41 700	19 971	25 148	26 654	23 350
CHAP 66 - Charges financières	1 184	217	0	4	225	300
CHAP 67 - Charges exceptionnelles	2 314	30 000	131	44	140	300

Concernant :

- Le chapitre 65 relatif aux aides : il s'agit des bons colonie, des aides aux personnes âgées, des aides aux personnes en difficultés
- le chapitre 66 relatif aux charges financières, englobe la ligne de trésorerie.

La ligne de trésorerie ou ligne de crédit permet de mobiliser des fonds à tout moment et très rapidement pour pallier une insuffisance éventuelle et momentanée des disponibilités. Sa mise en place permet une gestion fine de la trésorerie.

Après signature du contrat fixant le « plafond de tirage », le CMAS dispose des fonds librement et rembourse à son gré pour reconstituer son droit de tirage. Les intérêts sont calculés sur les sommes réellement débloquées sur la base d'un taux à court terme.

La ligne de crédit de trésorerie est destinée à faire face à un besoin ponctuel et certain de disponibilités, elle est remboursable en totalité à son terme.

Le CMAS bénéficie d'une ligne de trésorerie de 300 000 € depuis le 20 novembre 2020.

Un 1<sup>er</sup> tirage de 150 000 € a d'ores et déjà été effectué le 30 janvier 2021, avec pour date valeur le 02 février 2021, date à laquelle les intérêts commencent à courir.

Ce tirage permet au CMAS de payer ses dépenses courantes dans l'attente de percevoir les subventions de la Ville et de la CAF.

- Le chapitre 67 relatif aux charges exceptionnelles : il s'agit des titres annulés.

### 3.3. Les recettes d'investissement

Elles se composent essentiellement du résultat de l'exercice précédent, des subventions de la Caisse d'Allocations Familiales et des amortissements.

#### PREVISIONNEL 2021 – RECETTES INVESTISSEMENT

001	Résultat investissement	79826
1068	Besoin financ. RAR	
021	Vir. Du fonctionnement	0
040	Reports 2020	127 846
	Dotations Fonds divers et réserves subventions d'investissement	7 000
	Amortissements	28 800
		243 472

### 3.4. Les dépenses d'investissement

Elles englobent l'acquisition de mobilier et matériel propres au fonctionnement des structures, subventionnées par la Caisse d'Allocations Familiales mais également d'une subvention d'équipement reversée à la ville pour des travaux qui doivent être effectués en 2020 sur les bâtiments abritant les structures petite enfance et appartenant à la ville.

Dépenses d'investissement	2020 Réalisé	2021 Prévisionnel
Administratif	9 596,40 €	0,00 €
Seniors	319,00 €	0,00 €
Enchantine	7 391,20 €	5 100,00 €
Ribambelle	1 221,15 €	2 100,00 €
Capucine	2 411,50 €	1 920,00 €
Centre Social	16 698,96 €	6 900,00 €
Epicerie	794,40 €	600,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>38 432,61 €</b>	<b>16 620,00 €</b>



## PREVISIONNEL 2021 – DEPENSES INVESTISSEMENT

001	Résultat investissement	
	Reports 2020	196 690
020	Dépenses imprévues	3 000
21	Matériel et Mobilier Agencements Aménagement Installations générales, agencement et matériel de transport	16 032
	Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier Autres	
20412	Subv equip versee à la ville pour travaux crèches	27 750
		243 472

### 3.4.4. Analyse de l'endettement

Pas d'emprunt contracté

## 4. Trésorerie

### 4.1. Ligne de trésorerie

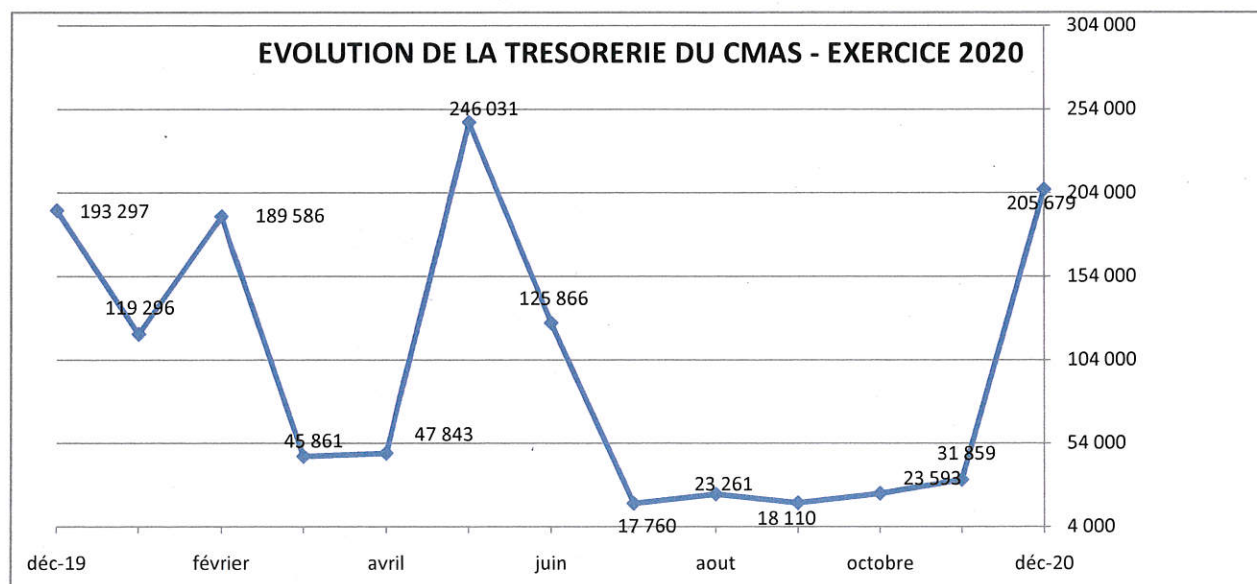
Voir infra

### 4.2. Trésorerie comptable du CMAS

A la différence de la ligne de trésorerie qui est une somme mobilisable rapidement par droit de tirage, la trésorerie comptable correspond aux liquidités de la commune sur son compte banque de France.

Sur l'année 2020, les fluctuations de trésorerie correspondent :

- du 31/12/2019 au 28/02/2020 : au tirage de la ligne de trésorerie (son remboursement sur mars et avril
- en février : au versement de la subvention de la Ville (permettant ainsi au CMAS de rembourser le tirage opéré sur la ligne de trésorerie)
- En mai et en décembre : versement de la subvention de la CAF



Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la trésorerie était de 53 293 €.



## Synthèse des inscriptions budgétaires prévisionnelles du BP 2021

### SECTION INVESTISSEMENT

001	Résultat investissement	
020	Reports 2020	196 690
	Dépenses imprévues	3 000
21	Matériel et Mobilier	
	Agencements Aménagement	
	Installations générales, agencement et matériel de transport	16 032
	Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier	
	Autres	
20412	Subv equip versee à la ville pour travaux crèches	27 750
		243 472

001	Résultat investissement	79826
1068	Besoin financ. RAR	
021	Vir. Du fonctionnement	0
	Reports 2020	127 846
	Dotations Fonds divers et réserves subventions d'investissement	7 000
040	Amortissements	28 800
		243 472

## SECTION FONCTIONNEMENT

023	Vir. section investissement	
022	Dépenses imprévues	161
011	Charges générales	306 261
012	Frais de personnel	1 956 350
65	Autres charges de gestion	23 350
66	Charges financières	300
67	Charges exceptionnelles	300
042	Amortissements	28 800
		2 315 522

002	Résultat fonctionnement	36 102,00
013	Attenuations de Charges	98 800
70	Produits du domaine	108 600
74	Dotations et subventions	
	CAF prestations et CEJ	620 000
	Commune	1 452 000
	Département	
75	Autres produits de gestion	
77	produits exceptionnels	20
		2 315 522